la Croix PHOSPHORE
www.la-croix.com
www.phosphore.com

LES DOSSIERS DE L'ACTUALITÉ

N° 178 | OCTOBRE 2015 | 4,65€

L'Europe, terre d'accueil des migrants ?

MEDIATHEQUE CO MARAIS
MA 25 337



Des réfugiés afghans heureux d'arriver à la gare de Dortmund en Allemagne, le 6 septembre.

MARTIN MEISSNER/AP

[P. 3 à 6]

Économie

La Chine en perte de croissance

[P. 7 à 10]

Enseignement

La morale à l'école

[P. 11 et 12]

SOMMAIRE
Crise des réfugiés, comment agir ? [P. 3]
Infographie : les demandeurs d'asile en Europe [P. 4]
L'Europe divisée face aux migrants : les exemples de la Hongrie, du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie [P. 5-6]

Crise des réfugiés, comment agir ?

Face à l'augmentation sans précédent du nombre de demandeurs d'asile qui fuient la guerre et la pauvreté, les dirigeants européens cherchent des solutions sans arriver à se mettre d'accord. Des initiatives citoyennes voient le jour en Allemagne, en Italie et en France pour pallier l'incurie de l'Europe.

COMMENTAIRE

PAR
NATHALIE LACUBE

L'Europe face à ses responsabilités

L'heure est à la mobilisation en Europe, dans une ambiance d'une extrême gravité après l'onde de choc causée par la photo d'un enfant noyé sur une plage turque, devenu le symbole du martyre des réfugiés syriens. À Bruxelles, la Commission européenne a demandé aux États membres de répartir en urgence 120 000 réfugiés supplémentaires au sein de l'Union. Entre-temps, les Vingt-Huit seront pressés d'accepter « *une répartition équitable* » des réfugiés. La France et l'Allemagne, pour leur part, se sont accordées sur le principe de « *quotas contraignants* » pour l'accueil des réfugiés. À Paris, François Hollande a « *proposé* » à l'Union européenne « *un mécanisme permanent et obligatoire* » d'accueil des réfugiés. « *Nous allons prendre nos responsabilités morales* », promettait dans le même temps le premier ministre britannique, David Cameron, très critiqué pour avoir durci les conditions d'accueil des migrants. Au même moment, le père du petit garçon de 3 ans retrouvé mort sur une plage turque, avec son frère de 5 ans et leur mère, livrait son récit de sa nuit d'horreur. « *Mes enfants m'ont glissé des mains* », quand le bateau qui les transportait a chaviré, a-t-il dit.



BJÖRN KIETZMANN/DEMOTIX/CORBIS

Le long de la frontière gréco-macédonienne, des réfugiés marchent vers la Hongrie en espérant atteindre l'Allemagne.

« *Nous devons mettre en œuvre un système unifié de droit d'asile.* » Cette phrase lancée par François Hollande le 24 août à Berlin aux côtés d'Angela Merkel va résonner encore longtemps. Face à la hausse considérable du nombre de demandes d'asile déposées en Europe (+ 44 % en 2014, plusieurs centaines de milliers attendues cette année), les responsables politiques européens sont en effet contraints de réfléchir à une refonte du système d'accueil. Quelles sont les principales pistes à explorer ?

Impliquer toute l'Europe dans l'accueil

Malgré leurs déclarations émues lors des « drames » en Méditerranée – dont celui du petit Aylan, 3 ans, découvert noyé sur une plage turque et dont la photo a fait le tour du monde –, les dirigeants des Vingt-Huit rechignent à accepter la proposition de la Commission de répartir, sur l'ensemble du territoire européen et sur une période de deux ans, 40 000 demandeurs d'asile arrivés en Grèce et en Italie.

LE CHIFFRE

L'Union européenne accueille 6 % des réfugiés du monde entier (1 million sur les 16,7 millions selon les décomptes du Haut-Commissariat aux réfugiés publiés fin 2014.

Dans ce plan initial de « *relocalisation* », l'équipe de Jean-Claude Juncker avait déterminé un nombre de personnes à accueillir pour chaque État membre en fonction de sa population et de ses richesses... Mais certains – comme la Hongrie ou la Pologne – refusaient cette méthode des « quotas ». De son côté, la France s'est engagée le 7 septembre à accueillir 24 000 réfugiés sur deux ans, qui s'ajoutent à la promesse, faite en mai dernier, d'en recevoir 9 000.

Le programme de la Commission pour l'accueil de réfugiés vivant hors d'Europe – surtout des Syriens au Liban, en Jordanie ou en Turquie – a rencontré plus de succès que le plan de « relocalisation ». Les États membres se sont engagés à accueillir 22 000 personnes dans ce cadre alors que Bruxelles avait fixé un seuil de 20 000. ▶▶▶

▶▶▶ Ces personnes ayant déjà fui leur pays, les dirigeants ne craignent pas de provoquer un appel d'air vers le Vieux Continent, comme certains le redoutent pour la relocalisation.

▶ Établir des priorités entre les demandeurs d'asile

Le ministre français de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, a plaidé pour *« la définition d'une liste de pays d'origine sûre au niveau européen »*. Ce serait une réponse à la multiplication des candidatures à l'asile venues des Balkans (27 150 Serbes ont déposé une demande en Allemagne en 2014, contre 6 800 en 2010).

Considérant les habitants de Serbie ou de Bosnie-Herzégovine comme des *« migrants économiques »* et non comme de potentiels réfugiés, plusieurs États en Europe, comme l'Allemagne, ont décidé de qualifier leurs pays de *« sûrs »*. Un ressortissant de Serbie demandant l'asile à Berlin voit ainsi son dossier traité rapidement, de sorte que les administrations peuvent, en théorie, se concentrer sur des cas jugés urgents – Syriens, Afghans...

▶ Améliorer l'accueil en Italie et en Grèce

Les migrants qui traversent la Méditerranée débarquent en masse en Italie et en Grèce, les deux pays en première ligne de ces vagues migratoires. Pour gérer cet afflux et identifier ces personnes, des « hot spots » ont été créés, l'un à Catane en Sicile, l'autre dans le port du Pirée à Athènes. Il s'agit de centres de contrôle et d'enregistrement des migrants. Leur objectif : évaluer leurs besoins de protection pour éviter que certains ne poursuivent leur périple en Europe et échappent au règlement de Dublin, disposant que les dossiers doivent être traités par le pays d'arrivée. Ces centres sont gérés par les agences de l'UE : Frontex, qui mène des opérations de surveillance des frontières, le Bureau européen d'appui en matière d'asile (basé à Malte), Eurojust et Europol (agences chargées des coopérations judiciaires et policières). De quoi inquiéter les défenseurs des droits de l'homme qui voient déjà les *« hot spots »* devenir des *« centres de tri »* et de rétention durant l'examen de la procédure.

▶ Changer le regard sur les réfugiés

Alors qu'ici et là des partis de la droite populiste ont le vent en poupe, rares sont les responsables politiques qui osent présenter les réfugiés comme une chance pour le Vieux Continent. Globalement vieillissante, l'Europe a pourtant besoin de renforts à long terme. L'Allemagne le sait bien. Avec un taux de natalité le plus bas au monde, elle fait face à un manque structurel de main-d'œuvre. L'arrivée de travailleurs potentiels est pour elle une aubaine pour assurer la pérennité de son économie. ●

MARIANNE MEUNIER, CAMILLE LE TALLEC (à Bruxelles) et DELPHINE NERBOLLIER (à Berlin)

FOCUS

Un prix prestigieux honore un reportage à la frontière turco-syrienne



BULENT KILIC/AFP

« En moins de dix minutes, quelque 20 000 personnes s'étaient entassées. J'ai photographié cette tragédie pendant quatre heures. Presque une personne sur deux avait des bébés dans les bras, criant et essayant de passer à travers la brèche. L'ouverture était si petite que les gens se marchaient dessus pour franchir le poste. Les enfants étaient hissés par-dessus les barbelés. J'espère ne jamais revoir ça… » **se souvient Bülent Kiliç.**
Ce photographe turc de 36 ans a reçu le prestigieux Visa d'or news le 5 septembre à Perpignan lors du 27e Festival international de photojournalisme « Visa pour l'image ». Ce prix récompense son travail sur le passage de réfugiés à la frontière turco-syrienne réalisé en juin 2015.
Basé à Istanbul, Bülent Kiliç est actuellement responsable de la couverture photo de l'AFP pour la Turquie.
Il a aussi été désigné meilleur photographe d'agence en 2014 par le magazine américain *Time* et le quotidien anglais *The Guardian*. *(Lire aussi page 20 le portrait du jeune photographe Édouard Élias.)*

Petit lexique de l'asile

Réfugié
D'après la convention de Genève, signée en 1951, le terme de « réfugié » s'applique à toute personne *« qui, craignant avec raison d'être persécutée* (…), *se trouve hors du pays dont elle a la nationalité, et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays »*. Une personne reconnue comme « réfugiée » reçoit un titre de séjour – d'une durée de dix ans renouvelable dans le cas de la France.

Demandeur d'asile
Il s'agit d'une personne dont la demande d'asile est en cours d'examen. Les autorités du pays sollicité peuvent lui accorder le statut de réfugié ou la « protection subsidiaire », appliquée aux personnes n'ayant pas le statut de réfugié mais qui sont exposées dans leur pays à une menace grave. En France, ces dernières obtiennent un titre de séjour d'un an renouvelable.

Migrant
Le terme de « migrant » ne renvoie à aucun concept juridique. Il qualifie une personne qui se déplace d'un pays à l'autre. Dans la pratique, ce terme a pourtant fini par désigner les personnes récemment arrivées en Europe en quête d'une vie meilleure, parmi lesquelles se trouvent des réfugiés potentiels. Son usage entretient ainsi une confusion : il maintient dans une catégorie d'itinérants perpétuels des personnes dont certaines ont toute légitimité à s'établir en Europe.

Étranger
Individu n'ayant pas la nationalité de l'État considéré.

Exilé
L'exilé a, volontairement ou non, quitté sa patrie, sous la contrainte d'un bannissement ou d'une déportation, l'impossibilité de survivre ou la menace d'une persécution.

L'Europe divisée face aux migrants

La Hongrie se barricade

« Tout ça n'est pas très joli, évidemment, et personne ne se réjouit de monter des barrières. Mais l'UE n'ayant pas trouvé de solution efficace… »

Un responsable politique hongrois.

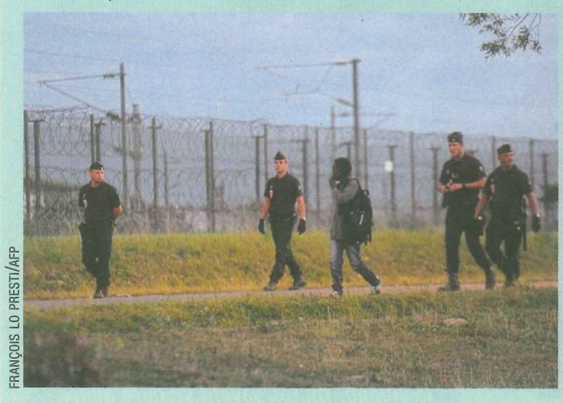


En moins d'un an, la Hongrie est devenue une porte d'entrée très fréquentée de l'Union européenne. Depuis janvier 2015, près de 100 000 personnes ont déposé une demande d'asile dans le pays, soit plus de deux fois le record atteint en 2014. La Hongrie n'est pourtant pas équipée pour accueillir ces candidats à l'asile. En juillet dernier, elle ne comptait encore que 2 500 places dans des centres d'hébergement. S'estimant lâché par l'Union européenne alors qu'il fait face à un problème qui concerne les Vingt-Huit, le gouvernement du premier ministre conservateur Viktor Orban a entrepris de dérouler sa propre solution: la construction d'une clôture le long de la frontière avec la Serbie – 175 km –, en barbelés et haute de 1,50 m. La Hongrie avait été le premier pays de l'ancien bloc de l'Est à ouvrir en 1989 une brèche dans le rideau de fer. C'est aussi le premier à en installer un autre.



LASZLO BALOGH/REUTERS

Le Royaume-Uni durcit sa législation



FRANÇOIS LO PRESTI/AFP

Le gouvernement britannique veut durcir sa législation contre les immigrés illégaux travaillant en Angleterre et au pays de Galles. *« Les travailleurs clandestins pourront être condamnés à une peine de prison et leurs employeurs pourraient voir leur entreprise fermée, leur permis retiré ou être poursuivis en justice s'ils continuent à bafouer la législation »*, a déclaré James Brokenshire, secrétaire d'État à l'immigration. Les travailleurs clandestins s'exposeront à une peine de prison pouvant aller jusqu'à 6 mois et à une amende illimitée. Leurs salaires pourront être saisis. Certaines entreprises, telles que les pubs, les commerces ou les restaurants, pourront voir leur permis d'exercer leur activité retiré.

La France s'ouvre lentement

« L'enjeu est de réunir l'ensemble du monde du spectacle et de créer une chaîne de solidarité car il y a urgence. »

Alex Lutz.
L'humoriste a créé une association à la suite du drame du petit garçon syrien retrouvé noyé sur une plage turque.

Jusqu'alors opposée à toute logique de « quotas » pour orienter équitablement les demandeurs d'asile dans l'Union européenne, la France fait un peu bouger ses lignes, s'engageant à accueillir 24 000 personnes, principalement des Syriens et des Érythréens dans les deux prochaines années. Elle ne pouvait faire moins face au large dispositif humanitaire déployé par l'Allemagne. Malgré les 56 % de Français qui restent encore hostiles à l'accueil des migrants, des manifestations de solidarité et de générosité se sont multipliées ces dernières semaines un peu partout dans l'Hexagone. De l'agriculteur jusqu'au cadre, maintes initiatives ont vu le jour. Telle celle de Nathanaël Molle qui a cofondé un site (singa.fr) pour mettre en relation des réfugiés avec des particuliers prêts à les accueillir. Ou de l'humoriste Alex Lutz (dans le duo des deux secrétaires Catherine et Liliane du *Petit Journal*) qui a créé une association baptisée Une main tendue. Chacun des artistes signataires s'engage à reverser un cachet à des associations d'aide aux migrants.



HAJER M'TIRI/ANADOLU AGENCY

L'Allemagne ouvre ses portes

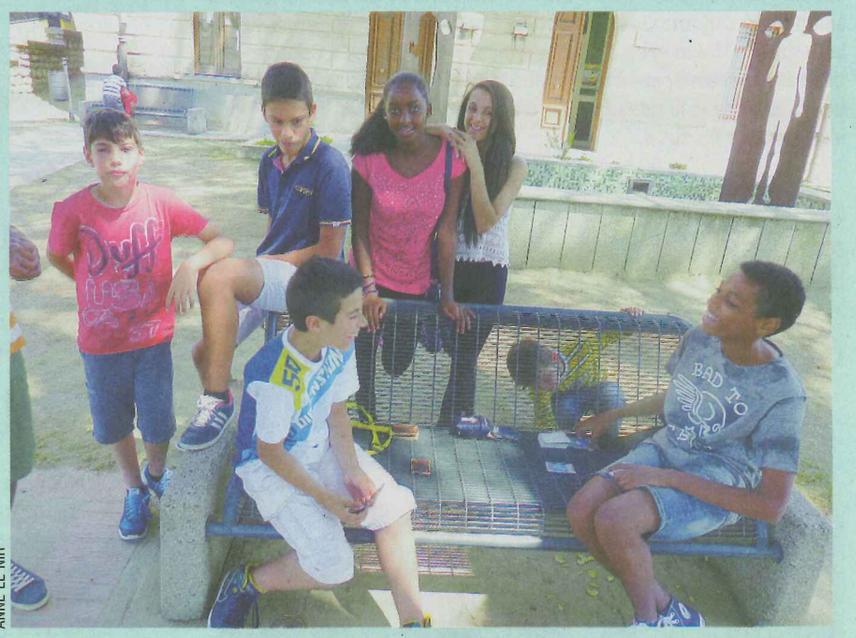


BJÖRN KIETZMANN/DEMOTIX/CORBIS

L'Allemagne déploie des dispositifs tous azimuts pour accueillir les flots de réfugiés qui arrivent chaque jour : hébergement, dons de nourriture, de vêtements, cours d'allemand… Ainsi le foyer d'accueil d'urgence de Karlshorst, situé dans la banlieue est de Berlin et géré par la Croix-Rouge, reçoit un millier de migrants nouvellement arrivés dans la capitale allemande *(photo)*. Sans l'engagement des très nombreux bénévoles qui se sont mobilisés, le centre n'aurait jamais pu entrer en activité aussi rapidement. Ces citoyens se servent des médias sociaux pour gagner en efficacité. Leur page Facebook compte 700 membres. Manque de traducteurs, appel aux dons de produits d'hygiène, accompagnement à des consultations médicales…, la liste des besoins est actualisée en continu. D'une grande réactivité, ces sites de mise en réseau ont permis de venir en aide à des institutions dépassées par les événements. L'arrivée de réfugiés en Allemagne devrait atteindre un record historique avec 800 000 demandeurs d'asile cette année, soit quatre fois plus qu'en 2014. Pour le vice-chancelier Sigmar Gabriel, cela constitue « *le plus gros défi* » qu'ait connu l'Allemagne « *depuis la réunification* ».

« Je n'avais jamais rencontré de gens aussi reconnaissants. Cela m'a bouleversé de sentir leur immense souffrance intérieure. »

Markus Wechsler, 39 ans, un habitant de Berlin qui a accueilli chez lui un Syrien et un Gambien.



ANNE LE NIR

L'Italie se divise, la Calabre se montre généreuse



IDÉ

L'Italie est l'une des principales portes d'entrée – avec la Grèce – pour les migrants. Elle en a déjà accueilli plus de 50 000 depuis le début de l'année, dont une majorité de Libyens. Si tous les Italiens ne sont pas prêts à recevoir ces réfugiés – ainsi de la Ligue du Nord, un parti populiste et xénophobe –, certains au contraire les accueillent à bras ouverts. Comme Riace, ce petit village de Calabre, qui est devenu un symbole d'humanité *(photo)*. Et un exemple de solution pour freiner la désertification rurale… grâce aux migrants. Tel Daniel, un réfugié ghanéen, qui, aidé de l'âne Bello, est chargé du ramassage des ordures. Le jeune homme a débarqué à Lampedusa en 2008 et vit à Riace depuis 2009 avec son épouse et leurs deux enfants.

La renaissance de Riace est l'œuvre de Domenico Lucano, 57 ans, maire du village depuis trois mandats. « *Tout remonte au 1er juillet 1998, lorsqu'un voilier transportant 300 Kurdes s'est échoué sur la côte* », se souvient-il. Déjà engagé dans l'humanitaire, il convainc alors la population d'héberger ces migrants. Un an après, il crée une association, Città Futura, avec l'ambition de repeupler Riace. En réhabilitant les maisons abandonnées pour y loger des migrants et en revalorisant les métiers artisanaux traditionnels. Aujourd'hui, la population est remontée à 2 100 habitants – contre 900 en 1990 –, dont 400 demandeurs d'asile ou réfugiés. Les enfants sont scolarisés dès l'âge de 3 ans. Les adultes, eux, suivent trois heures de cours d'italien par jour. Ceux qui ont le statut de réfugié peuvent bénéficier d'une formation professionnelle et d'une bourse. Les aides publiques ont permis de créer 70 emplois.

« L'expérience que je vis depuis huit ans m'enrichit humainement. Il y a 22 nationalités différentes dans le village. Toutes savent se faire aimer. Cela me touche d'autant plus que je suis la petite fille d'un homme qui s'est embarqué sur un bateau en 3e classe pour rejoindre l'Argentine. »

Emilia, une enseignante d'italien qui dirige bénévolement une classe de 16 adultes réfugés à Riace, en Calabre.